Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-1041** **03/12/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel à candidatures : 8 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de l'Eau Loire-Bretagne :

1 poste de chargé(e) d'affaires administratives – marchés publics (catégorie A ou agent contractuel) à ORLEANS (45).

1 poste de chef(fe) de service (catégorie A ou agent contractuel) à SAINT BENOIT (86).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chef(fe) de projets scientifiques et techniques en évaluation des risques biologiques dans les aliments (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) :

1 poste de chargé(e) de mission « territoires de montagne » - secrétaire du conseil national de la montagne (catégorie A ou A+) à SAINT DENIS (93).

1 poste de commissaire à l'aménagement du Massif Central (F/H) (catégorie A+) à CLERMONT-FERRAND (63).

1 poste de commissaire à l'aménagement du Massif des Vosges (F/H) (catégorie A+) à METZ (57) – futur site (avril 2016) à EPINAL (88).

1 poste de responsable de la mission « égalité d'accès aux services publics » (catégorie A) à SAINT DENIS (93).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chargé(e) de mission « eau et aménagements urbains » (catégorie A) à VINCENNES (94).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Orléans, le 30 novembre 2015

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

(poste susceptible d'être vacant)

EMPLOI TYPE	**CHARGE D'AFFAIRES ADMINISTRATIVES - MARCHES PUBLICS**
CATEGORIE DU POSTE	Contractuel de catégorie II ou fonctionnaire de catégorie A en détachement
AFFECTATION	**DIRECTION DES FINANCES ET DES MARCHES**
RESIDENCE ADMINISTRATIVE	**ORLEANS (45)**
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'Etat)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR A PARTIR DU	1er avril 2016

MISSIONS PRINCIPALES	Dans une organisation déconcentrée de la commande publique, la mission présente un rôle d'expertise en marchés publics et plus particulièrement sur les marchés de prestations de service tels que les marchés d'études qui constituent la majorité des marchés passés par l'agence.
ACTIVITES PRINCIPALES	Au sein du secteur « marchés publics » composé de 3 agents, en collaboration avec les directions, l'agent : contribue à centraliser, relayer et valoriser les informations concernant les marchés publics : - il participe à l'élaboration des dossiers de consultation des entreprises et rédige les cahiers des clauses administratives particulières, les règlements de consultation, les actes d'engagement, etc ; - il suit les étapes de la passation des marchés, du lancement de la consultation, jusqu'à la notification ; - il conseille les services ; - il met à jour la documentation concernant les marchés publics ; participe à l'élaboration du planning annuel des marchés publics et recense les projets de marché lors des phases de préparation et d'élaboration du budget ; participe au pilotage du suivi administratif et financier des marchés ; participe à l'élaboration et l'aménagement des procédures par la rédaction des procédures internes dans le respect de la réglementation.
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE	Directeur des finances et des marchés en collaboration avec le responsable du secteur « marchés publics »
RELATIONS FONCTIONNELLES	Interne direction : directeur, responsable du secteur « marchés publics », responsable du secteur budget et ses adjoints Interne agence : directeurs et correspondants marchés des autres directions

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE	Expérience pratique avérée d'au moins cinq ans dans la préparation et l'exécution de la commande publique dans un établissement public, une collectivité ou un service de l'Etat.
SAVOIRS FAIRE	Savoir travailler en équipe, Savoir être force de propositions et d'initiatives, Savoir analyser, synthétiser des informations, Savoir rédiger, Savoir prendre la parole en public, Savoir faire preuve de pédagogie, vulgariser et expliquer des informations.
FORMATION	Conditions statutaires (décret n°2007-832) : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 2ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 3 ou bac + 4), ou d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou de commerce, ou tout autre titre ou diplôme équivalent. Recrutement interne : être un agent de catégorie II d'une agence de l'eau ou justifier d'une expérience d'au moins 6 années de services effectifs dans des fonctions de catégorie III au sein d'une agence de l'eau.
SPECIFICITE DU POSTE	Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.
ENVOI DES CANDIDATURES	Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur notre bourse de l'emploi avant le **4 janvier 2016**
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE	Contacter la direction des finances et des marchés : M. Vincent VIDEAU (directeur) : ☎ 02 38 49 75 75 Mme Marie-Agnès CALAME (responsable marchés) : ☎ 02 38 49 75 77

Bourse de l'emploi sur notre site internet www.eau-loire-bretagne.fr

Orléans, le 30 novembre 2015

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

EMPLOI TYPE	**CHEF(FE) DE SERVICE**
CATEGORIE DU POSTE	I ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION	**DELEGATION POITOU-LIMOUSIN** Service Actions Départementales Eau et Assainissement
RESIDENCE ADMINISTRATIVE	**SAINT BENOIT (86)**
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR A PARTIR DU	Février 2016

MISSIONS PRINCIPALES	Assurer le management du Service Actions Départementales Eau et Assainissement composé de 5 personnes (4 chargés d'intervention en collectivités et un chargé d'intervention spécialisé en industrie).
ACTIVITES PRINCIPALES	Promouvoir, avec le service, la politique de l'agence dans les domaines de l'eau et de l'assainissement des collectivités locales et de l'industrie. Participer à la définition des objectifs du service, les décliner et s'assurer de leur mise en œuvre en coordination avec les partenaires de la délégation, évaluer l'atteinte de ces objectifs. Définir les besoins du service et négocier les moyens. Superviser et valider les l'instruction des dossiers d'aide préparés par les instructeurs sur les plans techniques, administratifs et financiers. Superviser les relations avec les services de police de l'eau (MISEN) au niveau de la délégation. Piloter les partenariats avec les collectivités locales et les Conseils Départementaux et valider leur suivi.
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE	Directeur de la délégation régionale
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : Autres unités de la délégation, Direction des Politiques d'Intervention. Externes : services déconcentrés de l'Etat – collectivités locales – Conseils Départementaux.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE	Expérience confirmée des relations avec les administrations, les collectivités territoriales, les bureaux d'étude et de maîtrise d'œuvre Expérience dans le domaine de l'eau et de l'assainissement Expérience en management d'équipe et de projets

SAVOIRS FAIRE	Savoir définir des objectifs et les faire partager, Savoir proposer des orientations et apporter des éléments d'aide à la décision, Savoir argumenter et négocier, Savoir coordonner et animer un groupe de personnes, Savoir analyser, synthétiser des informations et les relayer de façon pertinente, Savoir arbitrer et faire preuve de fermeté, Savoir déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle Savoir présenter des informations, prendre la parole et argumenter en public, Savoir rédiger.
DEPLACEMENTS	Des déplacements nombreux sont à prévoir, principalement sur le territoire de la délégation régionale. Le permis de conduire (B) est indispensable.
FORMATION	Conditions statutaires : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 3ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 5), soit d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs, soit de tout autre titre ou diplôme certifié de niveau I de qualification, soit d'un titre ou diplôme équivalent ; Recrutement interne : a) soit justifier d'une expérience professionnelle dans un poste de catégorie 1 b) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois années de services effectifs dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau et de l'accomplissement d'une période de mobilité d'au moins trois années de services effectifs hors de l'agence de l'eau employeur, dans des fonctions de niveau au moins équivalent à celles relevant de la catégorie II ; c) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins douze années de services effectifs, acquise dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau, ou dans des fonctions de niveau au moins équivalent dans le secteur public ou privé.
ENVOI DES CANDIDATURES **POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE**	Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi avant le **4 janvier 2016** Contacter M. Olivier RAYNARD : ☎ 05 49 38 56 88

www.eau-loire-bretagne.fr

Date : 26/11/2015

Poste à pourvoir	**Chef de projets scientifiques et techniques en évaluation des risques biologiques dans les aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « évaluation des risques liés aux aliments » (UERALIM)

Missions / contexte

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité « évaluation des risques liés aux aliments » a pour mission principale la coordination des travaux des collectifs d'experts et la production des évaluations des risques alimentaires d'origines biologique et chimique, sous la responsabilité d'un chef d'unité et de deux adjoints, pour chacune de ces spécialités.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et de l'adjoint au chef d'unité pour la thématique des risques liés aux dangers biologiques, le Chef de projets scientifiques et techniques est chargé d'assurer le suivi scientifique des expertises en évaluation des risques au sein des collectifs d'experts dédiés.

Activités

- Coordonner le traitement de saisines dans le cadre du comité d'experts spécialisés, ainsi que des groupes de travail ou des groupes d'expertise collective d'urgence qui y sont rattachés ;
- Réaliser des travaux bibliographiques ou de synthèse nécessaires au traitement de certaines saisines ou à la rédaction de rapports ;
- Contribuer à la production des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans le domaine des risques biologiques dans les aliments ;
- Contribuer au développement d'approches innovantes de l'évaluation des risques dans les filières alimentaires
- Contribuer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits ;
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat en microbiologie souhaité
Diplôme d'ingénieur ou master en microbiologie ou en sciences des aliments

Expériences similaires

Expérience confirmée (au moins 5 ans) dans le domaine de l'évaluation des risques.

Compétences

- Solides connaissances scientifiques et/ou techniques relatives aux dangers biologiques ;
- Solides connaissances des approches d'évaluation du risque et leurs applications/pertinences dans le traitement des problèmes de sécurité des aliments ;
- Connaissances de la réglementation française et européenne en matière de sécurité des aliments ;
- Capacité à appréhender des problématiques scientifiques complexes et à conduire des réunions dans le cadre d'expertise collective ;
- Bonne capacité rédactionnelle, expression orale, aptitude à synthétiser des avis et des rapports ;
- Capacité à travailler en équipe et en collaboration avec les experts auprès de l'Agence ;
- Maîtrise orale et écrite de l'anglais scientifique et technique ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux (se) et dynamique ;
- Des connaissances relatives aux phycotoxines (biotoxines marines) et/ou des cyanotoxines seraient un plus.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 17 décembre 2015

Renseignements sur le poste : Moez SANAA, Chef de l'UERALIM (moez.sanaa@anses.fr, 01 49 77 22 25), Nathalie ARNICH, adjointe au chef d'unité (nathalie.arnich@anses.fr, 01 56 29 55 70)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-133 à : recrutement@anses.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

Commissariat général à l'égalité des territoires

FICHE DE POSTE

Poste vacant en janvier 2016

Auprès : **Lieu de travail :**	**Commissariat général à l'égalité des territoires** 5, rue Pleyel à Saint-Denis (93)	
Catégorie :	**A ou A+**	
Corps/grade :	Ouvert aux fonctionnaires (détachement ou MAD) et aux contractuels	
Intitulé du poste :	**Chargé(e) de mission « territoires de montagne »** **Secrétaire du Conseil national de la montagne** R*éf RIME : Cadre sectoriel - FPEEPP12*	
Position du poste dans l'organisation :	Nom et fonction du N+1 : chef du pôle systèmes territoriaux Nom et fonction du N+2 : directeur du développement des capacités des territoires	
Activités de la direction et du pôle :	La direction conduit les politiques d'égalité des territoires pour les territoires à enjeux et les territoires fragiles et veille à l'accès aux services publics et au public. Le pôle « systèmes territoriaux » est chargé de la définition et du pilotage de la mise en œuvre de la politique d'égalité des territoires en matière de ruralités, complémentarités et coopérations entre les différents types de territoires, développement urbain, qualité de l'habitat et du cadre de vie, transition écologique, contrats de redynamisation de site de défense. Il conçoit de nouvelles formes de contractualisation ou d'accompagnement des acteurs territoriaux permettant de promouvoir les capacités et potentiels des territoires, dont ceux en fragilité avérée ou en vulnérabilité. Il assure la définition et le pilotage de la mise en œuvre de la politique des massifs, au plan national et international (convention alpine), en coordonnant notamment les Commissariats de massif.	
Missions et activités du titulaire du poste :	Participer à la conception, suivre et animer au plan interministériel la politique nationale de la montagne, politiques spécifiques d'aménagement, de protection et de développement et de mise en valeur de ces espaces. - Assurer, pour le compte et sous l'autorité du commissaire général à l'égalité des territoires, le secrétariat du conseil national de la montagne (CNM), instance consultative présidée par le Premier ministre, et de ses organes : commission permanente présidée par un élu, groupes et sous-groupes de travail. - Préparer et suivre la mise en œuvre des mesures relatives à la montagne arrêtées à l'occasion des Comités interministériels aux ruralités (CIR) et dans les textes législatifs. - Animer, avec le chef de pôle, l'équipe des cinq commissaires de massif (ces derniers étant hiérarchiquement rattachés au directeur). - Contribuer à l'engagement de la stratégie macro-régionale de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA) en tant que correspondant pour la France.	

	- Participer au suivi de la mise en œuvre des conventions interrégionales de massif - Suivre, en lien avec la sous-direction Europe du CGET, les programmes opérationnels interrégionaux de massif et les programmes de coopération territoriale européenne concernant les espaces de montagne. - Représenter le CGET dans les réunions ou manifestations en lien avec les questions de massifs (ANEM,…), - Contribuer aux expertises sur les approches interrégionales ; - Participer aux études et travaux de prospective relatifs à la montagne. Plus globalement, le (la) chargé(e) de mission assurera au sein de la direction en particulier et du CGET en général, la prise en compte des enjeux et spécificités de la montagne dans l'élaboration et la territorialisation des politiques publiques portées par le CGET et par les ministères. A ce titre, il veillera à être associé aux dossiers ayant une incidence pour les territoires de montagne et pourra assurer un rôle de chef de projet sur des dossiers transversaux prioritaires pour ces territoires. Il s'appuiera sur l'expertise des chargés de mission de la direction et de l'ensemble du CGET, notamment pour les dossiers relatifs à la forêt, aux parcs naturels et aux dispositifs de zonage.
Compétences	**Savoirs** : - Bonne connaissance des problématiques, politiques, acteurs et dispositifs d'aménagement et de développement durables de la montagne dans toutes leurs dimensions (environnementale, sociale, économique, culturelle, touristique, patrimoniale,…) - Bonnes connaissances juridiques et des dispositifs contractuels - Expérience d'une administration territoriale (si possible en espace de montagne) et/ou en centrale. **Savoir-faire** : - Aisance rédactionnelle et orale - Pratique de l'anglais (écrit et oral) - Capacité d'initiative - Capacité de négociation et d'animation (travaux interministériels, avec des opérateurs publics et privés par exemple). - Expérience dans l'animation d'une équipe et du travail en réseau et en mode projet - Capacité de synthèse d'informations de nature très différente, aisance dans les approches stratégiques. **Savoir-être** : - Sens du service public, - Sens politique - Qualités d'écoute, de dialogue et de conviction. - Respect du devoir de réserve - Sens de l'initiative et de l'opportunité. - Faire preuve de réactivité - Disponibilité
Personnes(s) à contacter : **Candidature à adresser par courriel** (Lettre de motivation + CV)	**Philippe Matheron** Chef du pôle « systèmes territoriaux » Direction du développement des capacités des territoires Tél. 01.85.58.62.74 **Habsa Sall Banor** Bureau des ressources humaines Tél : 01 85 58 60 05 philippe.matheron@cget.gouv.fr et à CGETrecrutement@cget.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

Commissariat général à l'égalité des territoires

FICHE DE POSTE

Poste vacant – Recrutement immédiat

Auprès :	**Services du Premier ministre** **Commissariat général à l'égalité des territoires**
Lieu de travail :	**COMMISSARIAT À L'AMÉNAGEMENT DU MASSIF CENTRAL** **63000 – CLERMONT-FERRAND**
Catégorie :	**A +**
Intitulé du poste :	***Commissaire à l'aménagement du Massif Central***
Positionnement dans l'organisation du CGET	Commissariat rattaché à la direction du développement des capacités des territoires du CGET Nom et fonction du N+1 : directeur du développement des capacités des territoires.
Activités de la direction	La direction conduit les politiques d'égalité des territoires pour les territoires à enjeux et les territoires fragiles et veille à l'accès aux services publics et au public.
Activités du Commissariat:	Conformément au décret n° 2004-52 du 12 janvier 2004 relatif aux commissaires à l'aménagement, au développement et à la protection des massifs, le commissaire du massif assiste directement le préfet coordonnateur du Massif central (*exercé jusqu'à fin 2015 par le préfet de région Auvergne puis en 2016 par le futur préfet de région Rhône-Alpes-Auvergne, avec possibilité de délégation au préfet du Puy de Dôme*). A ce titre : - il anime l'action interrégionale interministérielle, - il assure le secrétariat des instances de massif, - il assure le suivi des programmes interrégionaux, - il anime l'équipe du commissariat (7 personnes, dont 1 adjointe, 5 chargés de mission ou gestionnaires et 1 assistante) Les actions conduites par le commissaire de massif doivent concourir : - à renforcer l'identité du massif, dans un but d'accroître sa notoriété et son attractivité, - à développer le potentiel économique du massif, dans une logique de développement durable, - à favoriser l'insertion du massif dans les grands courants de coopération internationale, notamment européenne. En tant que service territorial du CGET, et en lien avec les services déconcentrés de l'Etat, le commissaire et son équipe assure par ailleurs la valorisation des actions du CGET sur son territoire interrégional et constitue une plate-forme d'échanges avec les acteurs locaux sur les politiques du ressort du CGET.

Missions et activités principales du titulaire du poste :	• Assurer l'animation et le secrétariat des instances du massif (comité de massif et sa commission permanente, réforme de la commission Unités Touristiques Nouvelles-UTN) : secrétariat du comité de massif (préparation de l'ordre du jour, compte-rendu, …), création et animation des groupes de travail, préparation du rapport annuel présenté par le préfet. • Coordonner l'animation des services de l'État dans les quatre futures régions concernées par le massif sur les grandes thématiques d'intervention interrégionales (accueil des populations, services, culture, tourisme, agriculture, filière bois, industrie, transports, TIC, environnement) : collaboration avec les services de l'Etat en régions et en départements, approche interministérielle (DRAAF, DREAL, DIRECCTE,...). • Animer et suivre les dispositifs de programmation des crédits interrégionaux 2014-2020 (convention interrégionale entre l'État et les régions, Programme Opérationnel interrégional FEDER) : instruction des dossiers interdépartementaux et à portée interrégionale, coordination de l'instruction des dossiers, animation des porteurs de projets du territoire du massif, • Management de l'équipe et gestion du budget de fonctionnement • Participation aux travaux nationaux du CGET en lien avec la politique de la montagne (présence aux instances du Conseil de la montagne notamment).
Compétences	**Savoirs** *:* - Culture économique multi sectorielle - Culture du développement local et de l'aménagement des territoires - Connaissance des enjeux, dispositifs et acteurs liés aux territoires de montagne - Intérêt pour l'action interministérielle dans tous ses aspects - Maîtriser les outils d'intervention financière (contrats de projets, programmes européens, appels à projets,…) ; - Maîtrise de l'organisation administrative de l'Etat et des collectivités locales ; **Savoir-faire :** - Management de projet - Management d'équipes - Capacité de négociation et sens du dialogue - Esprit d'analyse et de synthèse - Constitution et animation de réseaux **Savoir être :** - Intérêt pour la montagne - Capacité à déléguer - Adaptabilité, disponibilité - Autonomie - Engagement et prise d'initiative - Aisance relationnelle, notamment avec les élus et les acteurs locaux **Poste nécessitant une grande mobilité**. Déplacements fréquents dans les régions du massif et réunions régulières à Paris.
Personnes(s) à contacter : **Candidature à adresser par courriel** (Lettre de motivation + CV)	**Marc Etienne PINAULDT** Directeur du développement des capacités des territoires Tél. 01.85.58.62.63 **Habsa Sall Banor** Bureau des ressources humaines Tél : 01 85 58 60 05 Marc-etienne.pinauldt@cget.gouv.fr et à CGETrecrutement@cget.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

Commissariat général à l'égalité des territoires

FICHE DE POSTE

Poste vacant en janvier 2016

Auprès :	**Services du Premier ministre** **Commissariat général à l'égalité des territoires**
Lieu de travail :	**Commissariat de massif des Vosges** **Préfecture de la région Lorraine, 57000 Metz** ***Futur site (avril 2016) : préfecture des Vosges 88160 EPINAL***
Catégorie :	**A +**
Intitulé du poste :	***Commissaire à l'aménagement du Massif des Vosges***
Positionnement dans l'organisation du CGET	Commissariat rattaché à la direction du développement des capacités des territoires du CGET Nom et fonction du N+1 : directeur du développement des capacités des territoires
Activités de la direction	La direction conduit les politiques d'égalité des territoires pour les territoires à enjeux et les territoires fragiles et veille à l'accès aux services publics et au public.
Activités du Commissariat:	Conformément au décret n° 2004-52 du 12 janvier 2004 relatif aux commissaires à l'aménagement, au développement et à la protection des massifs, le commissaire du massif assiste directement le préfet coordonnateur du Massif des Vosges (*exercé jusqu'à fin 2015 par le préfet de région Lorraine, puis en 2016 par le futur préfet de région Alsace-Lorraine-Champagne Ardenne, avec possibilité de délégation au préfet des Vosges).* A ce titre : - il anime l'action interrégionale interministérielle, - il assure le secrétariat des instances de massif, - il assure le suivi des programmes interrégionaux, - il anime l'équipe du commissariat (1 adjoint, 1 chargé de mission, 1 assistante) Les actions conduites par le commissaire de massif doivent concourir : - à renforcer l'identité du massif, dans un but d'accroître sa notoriété et son attractivité, - à développer le potentiel économique du massif, dans une logique de développement durable, - à favoriser l'insertion du massif dans les grands courants de coopération internationale, notamment européenne. En tant que service territorial du CGET, et en lien avec les services déconcentrés de l'Etat, le commissaire et son équipe assure par ailleurs la valorisation des actions du CGET sur son territoire interrégional et constitue une plate-forme d'échanges avec les acteurs locaux sur les politiques du ressort du CGET.

Missions et activités principales du titulaire du poste :	• Assurer l'animation et le secrétariat des instances du massif (comité de massif et sa commission permanente, réforme de la commission Unités Touristiques Nouvelles-UTN) : secrétariat du comité de massif (préparation de l'ordre du jour, compte-rendu, …), création et animation des groupes de travail, préparation du rapport annuel présenté par le préfet. • Coordonner l'animation des services de l'État dans les deux régions concernées par le massif sur les grandes thématiques d'intervention interrégionales (accueil des populations, services, culture, tourisme, agriculture, filière bois, industrie, transports, TIC, environnement) : collaboration avec les services de l'Etat en régions et en départements, approche interministérielle (DRAAF, DREAL, DIRECCTE). • Animer et suivre les dispositifs de programmation des crédits interrégionaux 2014-2020 (convention interrégionale entre l'État et les régions, Programme Opérationnel interrégional FEDER) : instruction des dossiers interdépartementaux et à portée interrégionale, coordination de l'instruction des dossiers, animation des porteurs de projets du territoire du massif,.. • Management de l'équipe et gestion du budget de fonctionnement • Participation aux travaux nationaux du CGET en lien avec la politique de la montagne (présence aux instances du Conseil de la montagne notamment).
Compétences	**Savoirs** : - Culture économique multi sectorielle - Culture du développement local et de l'aménagement des territoires - Connaissance des enjeux, dispositifs et acteurs liés aux territoires de montagne - Intérêt pour l'action interministérielle dans tous ses aspects - Maîtriser les outils d'intervention financière (contrats de projets, programmes européens, appels à projets,…) ; - Maîtrise de l'organisation administrative de l'Etat et des collectivités locales ; **Savoir-faire** : - Management de projet - Management d'équipes - Capacité de négociation et sens du dialogue - Esprit d'analyse et de synthèse - Constitution et animation de réseaux **Savoir être** : - Intérêt pour la montagne - Capacité à déléguer - Adaptabilité, disponibilité - Autonomie - Engagement et prise d'initiative - Aisance relationnelle, notamment avec les élus et les acteurs locaux **Poste nécessitant une grande mobilité**. Déplacements fréquents dans les régions du massif et réunions régulières à Paris.
Personnes(s) à contacter : **Candidature à adresser par courriel (Lettre de motivation + CV)**	Marc Etienne PINAULDT Directeur du développement des capacités des territoires Tél. 01.85.58.62.63 Habsa Sall Banor Bureau des ressources humaines Tél : 01 85 58 60 05 Marc-etienne.pinauldt@cget.gouv.fr et à CGETrecrutement@cget.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREMIER MINISTRE

cget

FICHE DE POSTE VACANT

Auprès : **Lieu de Travail**	**Commissariat général à l'égalité des territoires** Direction du développement des capacités du territoire Pôle de l'égalité d'accès aux services publics et des services au public 5 rue Pleyel, 93200 St Denis	
Catégorie :	**A**	
Intitulé du poste :	Responsable de la mission « Egalité d'accès aux services publics»	
Activités de la mission :	Dans les territoires fragiles ou à enjeux, la mission veille à garantir un accès de qualité aux services publics et au public, et conduit les politiques d'égalité des territoires sur ces champs.	
Position du poste dans l'organisation :	**N+1 :** chef du pôle de l'égalité d'accès aux services publics et des services au public **N+2** : directeur du développement des capacités des territoires	
Missions et activités de l'équipe et du titulaire du poste : (les activités sont déclinées en relation avec les missions dont elles dépendent)	Animation d'une équipe de 2 chargés de mission de niveau A. La mission est chargée de préparer et de mettre en œuvre les orientations du Gouvernement pour améliorer l'accessibilité, sur l'ensemble du territoire, des services publics de l'Etat, de ses opérateurs, des entreprises publiques.. Dans ce cadre, ses activités principales sont : • mise en œuvre de La Loi NOTRe sur le volet accessibilité des services, • mise en œuvre du plan de déploiement de 1000 Maisons de services au public avant le 31 décembre 2016, • pilotage et accompagnement de la mission d'animation nationale du réseau confiée à la Caisse des dépôts, • accompagnement de la mise en œuvre des schémas départementaux d'amélioration de l'accessibilité des services au public, • pilotage du nouveau dispositif de veille sur la fermeture des services de l'Etat dans les territoires, • co-pilotage de la politique d''accessibilité des services publics dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville avec la direction	

	de la ville et de la cohésion urbaine du CGET, • animation du réseau des correspondants des préfectures, • représentation du CGET dans différents organismes et notamment à l'Observatoire national de la présence postale territoriale. En outre, la mission est en charge du suivi de la présence des services marchands sur le territoire, et de l'aménagement culturel du territoire. A ce titre, le responsable de la mission aura à établir le cadre des relations avec le ministère de la culture sur ces enjeux de territoire. Il assurera avec son équipe, le suivi des politiques culturelles territorialisées.
Compétences	**Savoirs :** • bonne connaissance des territoires, des enjeux d'attractivité et de cohésion territoriale, intérêt pour les approches territoriales • bonne connaissance des enjeux et des opérateurs de services publics • bonne connaissance de l'Etat et des collectivités territoriales, expérience en administration centrale et/ou déconcentrée ou territoriale • habitude des relations avec les élus • Connaissances législatives et réglementaires **Savoir-faire :** • fortes capacités de négociation et d'animation • grande aisance rédactionnelle, aptitudes à l'expression orale • esprit d'initiative, créativité • bonnes capacités d'organisation **Savoir-être :** • goût du travail en équipe, qualités relationnelles • sens du service public, sens politique
Personnes(s) à contacter : **Candidature à adresser** par courriel (CV et lettre de motivation)	**Marc-Etienne Pinauldt** Directeur du développement des capacités des territoires Tél : 01 85 58 62 63 Habsa Sall Banor Bureau des ressources humaines Tél : 01 85 58 63 09 **CGETrecrutement@cget.gouv.fr**

ONEMA
Office national de l'eau
et des milieux aquatiques

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement

(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission « Eau et aménagements urbains » (h/f)**
Affectation :	Direction de l'action scientifique et technique
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur de l'action scientifique et technique
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux.
Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
• la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

Vous serez affecté au sein de la DAST (Direction de l'action scientifique et technique) qui vise à organiser, produire et diffuser une expertise fondée sur les connaissances scientifiques par la mobilisation de la recherche, en appui à la conception, à la négociation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau.

La DAST compte environ cinquante collaborateurs ainsi répartis : une moitié au siège de l'Onema (Vincennes), un quart au centre de formation de l'Onema (Somme) et un quart dans les quatre pôles d'études et de recherche (Lyon, Aix, Toulouse et Rennes) et dans les deux stations d'expérimentation (Manche et Haute-Normandie).

En matière de R&D dans le domaine de l'eau et des aménagements urbains, le premier contrat d'objectifs a permis de développer de nombreuses actions concernant les technologies innovantes d'assainissement pour les petites et moyennes collectivités, le devenir des contaminants dans les systèmes d'assainissement urbains ainsi sur les questions en lien avec l'assainissement individuel.

Le deuxième contrat d'objectifs (2013-2018), tout en poursuivant certains de ces sujets, met l'accent sur l'ingénierie écologique (zones de rejets végétalisées par exemple), sur la gestion intégrée des eaux pluviales en prêtant une attention particulière à leur impact qualitatif sur la ressource, et plus globalement sur la prévention des pollutions par les contaminants.
La perspective de l'intégration de l'Onema dans la future Agence Française pour le Biodiversité renforcera les approches en lien avec la ville durable, l'ingénierie écologique etc.

Dans cette perspective, le poste est explicitement positionné comme un poste d'expert technique développant une stratégie de développement d'actions de R&D complémentaires les unes par rapport aux autres, avec un regard largement porté vers l'accompagnement opérationnel des acteurs en charge de la politique de l'eau au niveau des bassins et des sous-bassins et visant l'efficacité des actions entreprises vis à de la qualité de l'eau et des milieux.

Missions :

- Participer à la définition et à la conduite de la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'Onema sur le thème de l'eau et des aménagements urbains ;
- Diffuser les savoirs scientifiques et techniques auprès des acteurs de la politique de l'eau ;
- Piloter une politique de recherche-développement au plus près des besoins opérationnels ;
- Soutenir la prospective et l'innovation ;
- Former les acteurs de l'eau.

Activités principales :

1) Développer le transfert et la valorisation des acquis dans le domaine de la qualité de l'eau et du territoire rural

- Proposer et animer une politique de transfert au sein de l'établissement et vers l'ensemble des acteurs de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques (services de l'Etat, agences de l'eau, collectivités, bureaux d'étude…) en s'appuyant simultanément sur les diverses études et projets de R&D réalisés ou en cours, sur les documents de synthèse récemment réalisés par l'Onema ou certains de ses partenaires (agences de l'eau, ministères…),

- Réaliser divers outils de valorisation répondant à la stratégie de l'établissement en la matière (rédactions dans les collections de l'Onema, contenus de pages web thématiques, séminaires…) et définir une stratégie de déploiement (séminaires, documents de communication, de synthèse,...) en lien avec les partenaires R&D et acteurs concernés.

- Conduire des actions de formation, dans le cadre de son activité de transfert.

2) Développer des actions scientifiques et techniques dans le domaine de la qualité de l'eau et du territoire rural

- Faire vivre la stratégie d'action scientifique et technique du thème en croisant les attentes des acteurs de l'eau et les défis scientifiques de moyen terme et en tenant compte des capacités à faire des opérateurs de recherche et d'expertise, en partenariat avec les autres chargés de mission concernés, les autres directions de l'Onema, les agences de l'eau, le ministère et le conseil scientifique ;

- mettre en place et piloter la programmation pluriannuelle et annuelle des actions dont il a la charge, dans le cadre du calendrier général de la programmation ;

- piloter, suivre et valoriser les productions ainsi soutenues par l'Onema ;

- animer ou participer à des réflexions du Conseil Scientifique National animé par l'ONEMA ;

- assurer une veille scientifique et apporter son appui scientifique et technique en interne (autres directions métiers, délégations inter-régionales) et en externe (Ministères, agences de l'eau, …).

3) Représenter l'Onema dans les comités stratégiques d'orientation et de programmation de la recherche aux niveaux national et européen

- Animer certains groupes de travail français et européens

- Assurer une position d'expertise dans certains groupe au travers d'activités de consultation collective (comités scientifiques, groupes d'experts et groupes de travail en soutien à la politique européenne, …).

- Participer à la rédaction de publications scientifiques et techniques, donner des cours ou des conférences dans différentes instances et divers auditoires, et participer, intuitu personae, à des comités scientifiques ou des comités d'évaluation (groupements d'intérêt scientifique, unités de recherche, programmes de recherche, colloques, ...)

- Participer à des activités d'encadrement sur des actions liées à sa thématique (masters, doctorats, étudiants d'écoles d'ingénieurs, personnel Onema).

Relations liées au poste

Relations internes
- Direction Générale
- Chargés de mission à la direction générale (notamment ceux impliqués dans le thème)
- Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau (pour la mise au point d'outils et de méthodes d'acquisition et de capitalisation de la connaissance)
- Direction du Contrôle des Usages et de l'Action Territoriale (pour le transfert opérationnel des outils)
- Délégations inter-régionales et services départementaux de l'Onema
- Délégation à l'Information et à la Communication
- Pôles d'études et de recherche de l'ONEMA
- Centre de formation du Paraclet

Relations externes
- Services chargés de l'application de la politique de l'eau : Ministère chargé de l'écologie, Agences de l'Eau, services techniques des collectivités, DREAL, DDT
- Représentants des acteurs homologues de l'ONEMA en Europe
- Bureaux d'études, entreprises et pôles de compétitivité, les agences d'objectifs et de programmation de la recherche aux niveaux national et européen
- Correspondants scientifiques et techniques des établissements de recherche partenaires, des groupements d'intérêt scientifique dédié.

Profil recherché

Doctorat en technologies des infrastructures liées à l'eau en milieu urbain ou formation supérieure dans ces domaines;

Très bonne connaissance des enjeux liés aux pressions des activités urbaines sur les milieux aquatiques.
Bonne connaissance du paysage actuel de la recherche en France (thèmes, équipes,...) sur les questions de gestion de l'eau / environnement.

Très bonne connaissance du contexte politique et institutionnel de la politique de l'eau et des milieux aquatiques (DCE et réglementation) ; l'expérience de terrain dans le cadre d'une thèse ou de l'activité professionnelle seront appréciés;

Expérience en termes de communication scientifique (écrit et oral), y compris auprès d'auditoires/lecteurs d'autres disciplines et non académiques (élus, opérationnels,...)
Bonne connaissance des organismes de recherche français et de leur mode de fonctionnement

Compétences et qualités requises

Connaissances :
Très bonnes capacités de communication écrite et orale.

Fort intérêt pour l'animation de groupes de travail réunissant diverses catégories d'acteurs (scientifiques et utilisateurs des résultats).
Capacité de compréhension et d'expression en anglais

Savoir-faire opérationnel
Capacité à la programmation et à la gestion d'activités et de budgets
Forte aptitude au travail en réseau
Animation de projets complexes et pluridisciplinaires

Savoir-être professionnel
Goût marqué pour la communication, le transfert et aptitude à la vulgarisation
Forte autonomie
Esprit d'initiative
Capacité de travail en équipe

Disponibilité pour effectuer des déplacements en France et à l'étranger;

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DAST/CMEAU/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 18 décembre 2015